



REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU JEUDI 28 SEPTEMBRE 2017

Délibération n° 2017/228 DC

Un extrait de la présente délibération a été affiché au siège de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire :

Le 6 octobre 2017

Effectif statutaire :	93
Membres en exercice :	93
Quorum :	47
Présents :	77
Excusés :	16
- dont suppléés :	5
- dont représentés :	11
Absents :	4
Nombre de votants :	88

Secrétaires de séance :

*Monsieur Grégory PIERRE, conseiller
de la commune de VILLEBERNIER*

*Monsieur Eric MOUSSERION conseiller
de la commune d'ANTOIGNE*

Le jeudi vingt huit septembre deux mille dix sept à dix sept heures, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Centre de Formation des Apprentis de la Chambre de Commerce et d'Industrie de SAUMUR, square Balzac, dans l'Amphithéâtre, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, président, le vingt deux septembre deux mille dix sept

Tableau d'ordre après installation et élection :

Président : MARCHAND Jean-Michel

Vice-présidents :

DEVAUX Isabelle, PATTEE Michel, FLEUTRY Lionel, HARRAULT Jérôme, FROGER Armel, FULNEAU Jean-Yves, GOULET Jackie, RUAULT Christian, MICHEAUD Anatole, MOUSSERION Eric, BERTIN Guy, MIRANDE Rodolphe, SARAMITO Sophie, BEILLARD Sylvie, TUBIANA Sophie

Conseillers :

DURAND Marie-Luce, ROUSSEAU Didier, SEYEUX Marie, BOUCHER Yves, NIORT André, LE NEILLON Marie-France, DELAUNAY Laurence, AUVINET Françoise, ANTOINE Jean-Pierre, TAILLECOURS Isabelle, TOURON Eric, CHARTIER Claudia, VILBOUX Hervé, POIRON Jean-Marie, MORON Nathalie, ANGER Fabrice, LEFORT Alain, CHEPTOU Bruno, LEGUAY Danielle, VERITE Patrice, LAMY Benoit, PASSEDOIT Alain, SIRE Michel, GOUZIL Gilles, STEPHAN Florian, CANTIN Jeannick, MOUCHARD Patrice, SAULEAU Denis, GUILLAUME Didier, MORTIER Frédéric, BOUCHENOIRE Jacky, SCHOUBERT Odette, BRAULT Emmanuel, PEHU Nicole, JOBARD Alain, BONNIN Marc, ADAM Danièle, PERSIN Gérard, MIGNOT Eric, LEFIEVRE Eric, SIBILEAU Dominique, L'HERROUX Lydia, TAILLEE Gabriel, NIVELLE Laurent, ANGUENOT Sophie, LELIEVRE Astrid, NERON Noël, LE COZ Géraldine, LOYEAU Jack, GUILLON Béatrice, CARDET Christophe, NERON Marc-Antoine, LHEMANNE Jean-Luc, CHARRON Magalie, HENRY Véronique, PROD'HOMME Bruno, TAUGOURDEAU Sylvie, RABAULT Caroline, APCHIN Michel, DAMAS Françoise, JAMIN Charles-Henri, DUFOUR Fabrice, de LUZE Diane, BOISSONNOT Alain, SILVESTRE DE SACY Françoise, BOUTIN Bernard, OGERSAU Nicolas, CONDEMINÉ Patrick, TALLUAU Gilles, LEGRAND Didier, SUPIOT Jean-Marcel, TARDIVEL Jacqueline, CHEVALIER Yvan, PIERRE Grégory, BERTRAND Béatrice, BAUDOUIN Noël

Suppléants :

CHEYNOUX Frédéric, FOURRIER Christophe, BOIREAU Christophe, LEVEQUE Béatrice, VASSEUR Nathalie, SAUSSEREAU André, BEAUMONT Robert, GOIZET Jean-Luc, COURRIER Bernard, FOUCHARD Marie-Claude, CHAMBRY Sonia, MAINDRON Manuella, CATIN Régine, FRESNEAU Roger, JAMERON Guy, JUIN Gilles, ISABELLON Isabelle, LEROY Olivier, DAVASE Alain, BOISSEAU Jacques, BRANCHEREAU Serge, CANTIN Stéphane, DELAUNAY Willy, CHEVROLLIER Didier, BOURIGAULT Pierre, PONTOIRE Dominique, BOUSSAULT Philippe, JAUDOUIN Michel, FOUQUET Martine, BIGOT Bruno, TELLIER Marie-Thérèse, MARQUES Manuel, BRELIERE Marinette, BELLANGER Sylvie, MISANDEAU Jeannine, POTIER Françoise MOREAU Etienne, BOSSIS Eric, GUYOMARD Yohan, PELLETIER Christiane, Jean-Marc CHEVALLIER

Etat des présents : Le Président, 15 vice-présidents, 61 conseillers = 77 membres présents

Excusés par ordre d'enregistrement des pouvoirs :

Yann PILVEN LE SEVELLEC a donné pouvoir à Marie SEYEUX ; Bruno PROD'HOMME a donné pouvoir à Jean-Michel MARCHAND ; Véronique HENRY a donné pouvoir à Marcus NERON ; Astrid LELIEVRE a donné pouvoir à Béatrice GUILLON ; Caroline RABAULT a donné pouvoir à Sophie ANGUENOT ; Emmanuel BRAULT a donné pouvoir à Jacky BOUCHENOIRE ; Magalie CHARRON a donné pouvoir à Jack LOYEAU, Noël NERON a donné pouvoir à Sylvie TAUGOURDEAU ; Lydia L'HERROUX a donné pouvoir à Eric TOURON ; Fabrice DUFOUR a donné pouvoir à Françoise DAMAS ; Charles-Henri JAMIN a donné pouvoir à Michel APCHIN

Dominique SIBILEAU a donné pouvoir à Dominique PONTOIRE (suppléant) ; Jean-Marcel SUPIOT a donné pouvoir à Françoise POTIER (suppléante) ; Alain BOISSONNOT a donné pouvoir à Manuel MARQUES (suppléant) ; Gabriel TAILLEE a donné pouvoir à Michel JAUDOUIN (suppléant) ; Marie-France LE NEILLON a donné pouvoir à André SAUSSEREAU (suppléant),

Absents : Hervé VILBOUX, Florian STEPHAN, Bernard BOUTIN, Marie-Luce DURAND, Marc BONNIN

TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES – EXONERATION EN FAVEUR DES ENTREPRISES NOUVELLES POUR LES ETABLISSEMENTS QU'ELLES ONT CREES OU REPRIS A UNE ENTREPRISE EN DIFFICULTE

Les dispositions des articles 1383 A et 1464 C du Code Général des Impôts (CGI) permettent d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties les entreprises nouvelles qui bénéficient des exonérations prévues aux articles 44 sexies (44-6) et 44 quinquies (44-15) du même code, pour les établissements qu'elles ont créés ou repris à une entreprise en difficulté, pour une durée qui ne peut être ni inférieure à deux ans ni supérieure à cinq, à compter de l'année suivant celle de leur création.

Peuvent être visées les entreprises exonérées en application de l'article 44-6, les entreprises exonérées en application de l'article 44-15, ou seulement deux des catégories d'entreprises.

Sur proposition de la commission des finances du 19 septembre 2017 ;

Vu l'article 1383 A du CGI ;

Vu l'article 1464 C du CGI ;

le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- d'exonérer de la taxe foncière sur les propriétés bâties, pour les établissements qu'elles ont créés ou repris à une entreprise en difficulté :
 - les entreprises exonérées en application de l'article 44-6 du CGI pour une durée de 2 ans ;
 - les entreprises exonérées en application de l'article 44-15 du CGI pour une durée de 2 ans ;
- de charger le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour Extrait Conforme,

Le Président de la Communauté d'Agglomération

Saumur Val de Loire

Date de réception en sous-préfecture



Insertion au RAA du 3ème trimestre 2017

Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7- Finances Locales	7.2 fiscalité
-------------------	---------------------	---------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée »